



Guerres en Irak et en Afghanistan : Anthropologues embarqués

Par [Julien Bonhomme](#)

Mondialisation.ca, 22 octobre 2013

[La vie des idées.fr](#) 4 décembre 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire, société et culture](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#), [IRAK](#)

En Afghanistan comme en Irak, l'armée américaine « embarque » désormais des anthropologues afin de mieux comprendre les cultures locales. Le phénomène ne date pas d'hier, mais il a déclenché cette fois-ci un vif débat outre-atlantique.

« Vallée de Shabak, Afghanistan. Dans ce bastion taliban isolé à l'est de l'Afghanistan, les parachutistes américains viennent de déployer une nouvelle arme essentielle aux opérations de lutte contre l'insurrection : une anthropologue à la voix douce qui répond au nom de Tracy. Cette dernière, qui a demandé que son nom de famille ne soit pas divulgué pour des raisons de sécurité, fait partie de la première Human Terrain Team, un programme expérimental du Pentagone qui affecte des anthropologues et autres spécialistes des sciences sociales aux unités de combat américaines en Afghanistan et en Irak. Le talent de l'équipe de Tracy à saisir les subtilités de la vie tribale (elle a notamment réussi à identifier un conflit territorial ayant permis aux talibans d'intimider une importante tribu) lui a valu les éloges des officiers qui affirment constater des résultats concrets [1]. »

Pour tenter de gagner des guerres dans lesquelles elle s'enferme, l'armée américaine a ainsi décidé de faire appel à ce qu'on pourrait appeler des « *embedded anthropologists* » (pour reprendre l'expression ayant servi à qualifier les journalistes embarqués au sein des troupes américaines lors de la seconde guerre en Irak). L'armée a chargé l'un de ses contractants, *BAE Systems*, de recruter les anthropologues. L'annonce d'emploi stipule : « Le *Human Terrain System* est un nouveau programme de l'armée, conçu pour améliorer la capacité des militaires à comprendre l'environnement socioculturel en Irak et en Afghanistan. La connaissance des populations locales permet aux militaires de planifier et accomplir leur mission plus efficacement et de recourir moins souvent à la force. » Au milieu du mois d'octobre 2007, six unités comptaient en leur sein des « anthropologues embarqués ». En raison du succès des premiers essais, le financement du programme expérimental a été augmenté de manière à pouvoir à terme affecter des chercheurs en sciences sociales dans les 26 unités américaines présentes en Afghanistan et en Irak. Chaque *Human Terrain Team* est composée d'un anthropologue, d'un spécialiste de la langue locale, ainsi que de militaires à la retraite, généralement d'anciens membres du renseignement, des affaires civiles ou des opérations spéciales. Les anthropologues embarqués reçoivent un entraînement militaire et, une fois sur le terrain, portent l'uniforme et une arme pour mener à bien leurs recherches.

Le déploiement de ces anthropologues chargés de collecter des données socioculturelles pour l'armée est partie prenante de la nouvelle stratégie américaine de contre-insurrection

(*counter-insurgency*) en Irak et en Afghanistan. Les anthropologues doivent en effet pouvoir aider les militaires à gagner la confiance des populations – pièce essentielle des opérations de « pacification. » On attend d’eux qu’ils permettent de gagner les « tribus » locales à la cause américaine en les empêchant de se rallier à celle des talibans ou des « insurgés » irakiens. Si l’écasante supériorité militaire et technologique américaine suffit en effet à gagner une guerre contre l’armée d’un Etat, une bonne connaissance du « terrain humain » est nécessaire pour contrôler une population dans le contexte d’une guerre non-conventionnelle. Or, l’armée américaine s’est révélée bien mal préparée sur ce terrain. C’est ainsi que s’est imposée l’idée de recourir au « renseignement ethnographique » (*ethnographic intelligence*), singulière alliance du renseignement militaire et de l’ethnographie de terrain. A partir d’une collecte de données de première main, les anthropologues embarqués allaient ainsi pouvoir apporter à l’armée américaine une compréhension de la culture et de l’organisation sociale des populations locales qui lui faisait cruellement défaut. Les données socioculturelles qui intéressent l’armée et que sont susceptibles de leur fournir les anthropologues concernent par exemple l’organisation sociale des tribus, le code de l’honneur ou encore le rôle de la vendetta. L’un des objectifs est la création d’une base de données identifiant les différentes tribus et les chefs locaux, mais aussi les principaux problèmes économiques, sociaux et politiques des populations. Parfois, les anthropologues embarqués sont amenés à mettre eux-mêmes la main à la tâche, l’équipe de Tracy ayant par exemple participé à l’installation d’un dispensaire gratuit à l’est de l’Afghanistan[[Il reste néanmoins difficile de se faire une idée précise du travail des anthropologues embarqués. Pour un aperçu des références mobilisées par les Human Terrain Teams : http://iraqht.blogspot.com](#). Sur le quotidien des anthropologues embarqués, on peut tout de même consulter le blog que tient l’un d’entre eux depuis l’Irak : [http://marcusgriffin.com/blog](#)]].

Comme on peut s’en douter, ces anthropologues embarqués ont engendré une vive polémique au sein de l’anthropologie américaine. Un réseau – le *Network of Concerned Anthropologists* – s’est constitué pour appeler au boycott du programme *Human Terrain System* (HTS). La très influente *American Anthropological Association* (AAA) s’est également saisie de l’affaire et a ouvert un forum de discussion sur son site Internet. Le 31 octobre 2007, son bureau exécutif prend même officiellement position contre le HTS. Loin d’être inédite, une telle mobilisation des anthropologues au service de l’armée et du renseignement s’inscrit au contraire dans l’histoire complexe des rapports de l’anthropologie avec les pouvoirs politiques. Depuis le tournant critique de l’anthropologie américaine notamment, il est devenu courant de revenir sur le passé, parfois peu reluisant, de la discipline. L’exemple de l’anthropologie coloniale est notoire : au XIXe et au début du XXe siècles, des ethnologues travaillent au service de l’administration coloniale des « indigènes » aussi bien dans l’Empire français ou britannique que sur le territoire des Etats-Unis (avec les réserves indiennes).

L’engagement des anthropologues pendant les deux guerres mondiales est une page souvent moins connue de l’histoire de la discipline [2]. Plusieurs chercheurs de renom tels Margaret Mead, Gregory Bateson ou Ruth Benedict ont pourtant mis leur savoir anthropologique (sur les sociétés d’Asie et du Pacifique notamment) au service de l’effort de guerre allié. Certains anthropologues ont été jusqu’à collecter clandestinement des informations pour l’OSS (le précurseur de la CIA) sous couverture de fausses enquêtes de terrain. Cet engagement d’anthropologues patriotes au service d’une « guerre juste » fait dans l’ensemble peu débat. Certes, dans un article de *The Nation* publié en 1919, Franz Boas accuse (sans les nommer) quatre chercheurs d’avoir utilisé leur statut d’anthropologue

pour mener des activités d'espionnage en Amérique latine pendant la première guerre mondiale [3]. Son réquisitoire repose sur une opposition entre les anthropologues qui doivent être au service de la vérité et les espions qui sont au service d'un gouvernement. Suite à la publication de cet article, le père fondateur de l'anthropologie américaine est vivement critiqué par ses pairs : lors de son congrès annuel, l'AAA passe une motion de censure contre lui, le limoge de son conseil de direction et fait pression sur lui pour qu'il démissionne également du *National Research Council*.

La période de la guerre froide qui s'ouvre après 1945 ne met pas un terme à l'engagement des anthropologues américains, au contraire. Certains d'entre eux sont enrôlés au service de l'armée ou du renseignement lors des guerres de Corée et du Vietnam, mais aussi lors d'opérations plus clandestines en Amérique latine. En 1964, le Pentagone lance ainsi le Projet Camelot pour recruter des anthropologues et les envoyer mener des enquêtes de terrain dans des pays politiquement sensibles en Amérique latine (au Chili notamment). La mobilisation de l'anthropologie au service d'opérations de contre-insurrection en Amérique latine et en Asie du Sud-est engendre des débats houleux au sein de l'AAA, notamment lors de son congrès annuel de 1971. Le changement progressif d'attitude de l'association la conduit alors à se doter d'un code déontologique dans les années 1970 afin d'encadrer l'exercice de l'anthropologie appliquée. Mais l'inflexion de la politique étrangère américaine après les attentats du 11 septembre 2001 remet à l'ordre du jour la mobilisation de l'anthropologie. D'une part, les conservateurs se lancent dans une véritable campagne maccarthiste contre les progressistes (*liberals*), largement majoritaires sur les campus, notamment en anthropologie [4]. Un livre, *The Professors : The 101 Most Dangerous Academics in America*, publié par David Horowitz, ancien gauchiste converti au néo-conservatisme, dénonce les universitaires critiques à l'égard de la politique étrangère américaine en les accusant de trahir leur pays et d'endoctriner les étudiants. D'autre part, les agences du gouvernement relancent les programmes de mobilisation des universitaires au service du renseignement et de l'armée.

En 2004, une brève parue dans *Anthropology Today*, une revue qui s'intéresse aux questions d'éthique anthropologique, révèle ainsi que la CIA projette d'entraîner ses apprentis espions en les inscrivant, secrètement, en anthropologie à l'Université [5]. Conçu par Felix Moos, professeur d'anthropologie à l'Université du Kansas, le *Pat Roberts Intelligence Scholars Program* (PRISP) part du principe que les menaces terroristes auxquelles sont confrontés les Etats-Unis exigent un rapprochement urgent entre le monde académique et les services de renseignement. Les services secrets américains sont en effet accusés de ne pas avoir su déjouer les attentats du 11 septembre 2001 du fait de leur incompetence en « renseignement humain » (*human intelligence*), ayant négligé les agents de terrain au profit du renseignement technologique. Le PRISP propose ainsi des bourses substantielles à des étudiants qui s'engageraient ensuite à travailler pour la CIA. Les candidats sont en outre tenus de cacher à l'Université leur lien avec la CIA - ce qui est d'ailleurs une bonne façon de commencer sa carrière d'espion. Une série de projets similaires sont également mis sur pied avec appel officiel à candidature sur le site Internet de l'AAA : *Intelligence Community Scholars Program*, puis *Defense Intelligence Scholars Program*. Un débat virulent s'engage alors autour de la question de l'engagement de l'anthropologie au service du renseignement, notamment dans les colonnes d'*Anthropology Today* qui publie toute une série d'articles et de réponses. Face à Moos et quelques autres anthropologues qui défendent le PRISP, les contradicteurs les plus mobilisés sont David Price, Roberto González et Hugh Gusterson, qui constitueront d'ailleurs ensuite les fers de lance de l'opposition aux anthropologues embarqués. L'AAA ne se prononce pas

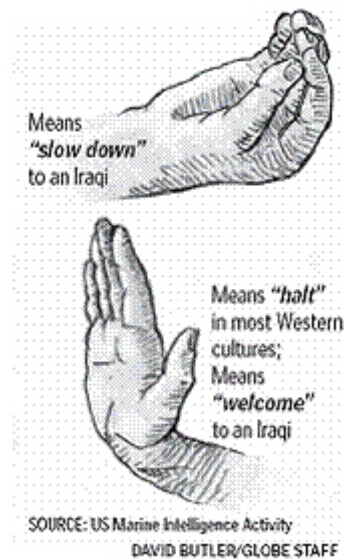
officiellement contre le PRISP, mais – fait notable – elle décide en 2005 d’abroger officiellement la motion de censure contre Franz Boas, 86 ans après les faits. En Grande-Bretagne, l’*Association of Social Anthropologists* prend quant à elle publiquement position contre le PRISP (nombre d’étudiants américains venant faire leurs études dans les universités britanniques) [6]. Selon elle, la promiscuité entre anthropologie et espionnage ne peut que nuire à la réputation de la discipline, et même à la sécurité des anthropologues qui risqueraient sur le terrain d’être suspectés (encore plus souvent que d’habitude) d’être des espions. Comme le soulignent pourtant ses partisans, le PRISP vise à faire l’éducation anthropologique des futurs espions et non à les envoyer dans des pays étrangers sous une couverture d’anthropologues. C’est donc en réalité à l’Université que les espions sont infiltrés comme anthropologues et non sur le terrain.

La même année, une autre affaire ébranle l’anthropologie. Dans un article explosif paru dans le *New Yorker*, Seymour Hersh affirme que la torture par les soldats américains de prisonniers à Abu Ghraib en Irak n’est pas le fait de sadiques isolés, mais a été planifiée au plus haut niveau par le Pentagone [7]. Il révèle en outre que l’ouvrage d’un anthropologue a constitué une source d’inspiration pour la torture psychologique, notamment les techniques d’humiliation sexuelle. Il s’agit de *The Arab Mind*, un livre publié en 1973 par Raphael Patai (1910-1996), un anthropologue qui a enseigné à Columbia et à Princeton. Dans la droite ligne de l’anthropologie culturaliste américaine, ce livre dresse un portrait stéréotypé de la « personnalité arabe », un chapitre entier étant consacré à la sexualité et ses tabous. Même s’il a été depuis largement critiqué par les anthropologues, *The Arab Mind* aurait été la Bible des néo-conservateurs américains sur le sujet. Ceux-ci y auraient alors puisé l’idée que les Arabes seraient particulièrement vulnérables à l’humiliation sexuelle, idée ensuite sinistrement mise en pratique à Abu Ghraib. Certes, l’exercice de la torture peut sans doute fort bien se passer de la lecture de la littérature anthropologique ; le témoignage d’un « interrogateur » repentí confirme toutefois que le livre de Patai était bien cité par les instructeurs de l’armée américaine [8]. Cette instrumentalisation du savoir anthropologique – aussi périmé soit-il – au service de la torture choque en tout cas suffisamment les universitaires pour que l’AAA décide de la condamner officiellement lors de son congrès annuel en 2006 (sur une proposition de González). C’est donc dans un contexte déjà très chargé que l’AAA décide l’année suivante de se prononcer également contre le programme HTS et les anthropologues embarqués. C’est le rôle problématique que pourrait être amenée à jouer l’expertise anthropologique dans la « *War on Terror* » menée par les Etats-Unis qui est ici en question.

Si la plupart des anthropologues américains sont sceptiques à l’égard du projet HTS, tous sont loin d’y être fermement opposés. Certains en sont même de fervents partisans. Le principal promoteur du programme est ainsi Montgomery McFate, une anthropologue de Yale qui milite depuis longtemps en faveur d’une mobilisation de l’anthropologie au service des militaires [9]. Habituee à travailler pour l’armée, elle est co-auteur en 2006 d’un manuel de contre-insurrection qui innove en prônant une approche socioculturelle [10]. McFate se défend de « militariser » l’anthropologie et affirme au contraire vouloir « anthropologiser » les militaires. Reprenant l’argumentaire de l’anthropologie appliquée, elle accuse ses détracteurs de s’enfermer dans leur tour d’ivoire académique en refusant de mettre leur savoir au service de la société : mieux vaut chercher à aider plutôt que de ne rien faire. Il faut donc éduquer les militaires plutôt que les critiquer. Steve Fondacaro, l’un des militaires qui pilotent le HTS, fait directement écho à ses préoccupations pédagogiques : « Ce n’est pas que nous soyons des gens mauvais, c’est juste que nous sommes stupides. Or, le remède contre la stupidité, c’est l’éducation. Et qui est capable de faire notre éducation, si

ce n'est vous, les anthropologues ? »

L'argumentaire de McFate repose sur l'idée que les conflits en Irak et en Afghanistan sont des « guerres culturo-centrées » (*culture-centric warfare*). Elle entend par là que les



problèmes auxquels est confrontée l'armée américaine résultent en partie d'une série de malentendus culturels. Un exemple aussi simple que frappant illustre habituellement son propos. Dans la culture américaine, tendre le bras paume en avant signifie « stop » alors que dans la culture irakienne, ce même geste signifie « bienvenue ». Les militaires américains prennent ainsi des Irakiens innocents pour de dangereux kamikazes. Les « dommages collatéraux » ne seraient donc que quiproquo interculturel. C'est pourquoi McFate plaide pour une « occupation culturellement avertie » (*culturally informed occupation*). Il s'agit ainsi d'opérer un véritable changement de point de vue : les anthropologues embarqués doivent permettre aux militaires américains de voir la situation du point de vue des Irakiens ou des Afghans eux-mêmes. Depuis Malinowski et l'invention de l'ethnographie de terrain, l'anthropologie se distingue en effet par sa capacité à décrire les choses « du point de vue indigène » (*from a native's point of view*). Retraduit en langage militaire, il s'agit alors de « voir les problèmes à travers les yeux de la population-cible ». Cette conversion du regard ne va toutefois pas sans ambiguïté. Si les militaires entendent voir les choses du point de vue des populations locales grâce aux anthropologues embarqués, ces derniers semblent surtout s'efforcer de voir les choses du point de vue des militaires. C'est du moins ce qui ressort du blog tenu par l'un d'entre eux depuis l'Irak. Citant un précepte méthodologique fameux, Marcus Griffin insiste à juste titre sur la nécessité de « devenir indigène » (*going native*) pour accomplir son travail. Mais ses indigènes ne sont pas ceux que l'on croit. Il décrit en effet un processus d'identification progressive aux militaires à travers la coupe de cheveux réglementaire, les exercices de musculation, le port de l'uniforme, les entraînements au tir et l'apprentissage du jargon militaire (notamment un amour immodéré des acronymes). Comment faire alors pour décrire le conflit du point de vue des Irakiens lorsque l'on est soi-même « militarisé » ?

L'armée se déclare pourtant satisfaite de ses anthropologues : « Nous voyons désormais les choses d'un point de vue humain, d'un point de vue sociologique. Nous ne sommes plus focalisés sur l'adversaire. Nous cherchons maintenant à aider à une meilleure gouvernance locale (*we're focused on bringing governance down to the people*). » Un commandant affirme ainsi que la présence d'anthropologues embarqués dans son unité a permis de réduire de 60% les opérations de combat, les militaires pouvant alors se concentrer sur la sécurité, la santé et l'éducation des populations locales. La diminution du recours à la violence et par conséquent des pertes humaines tant américaines qu'afghanes ou

irakiennes constitue en effet la principale justification du HTS selon ses partisans. Prouvant sa maîtrise du vocabulaire indigène, Griffin affirme ainsi : « Ce que nous faisons, c'est aider l'armée à comprendre les populations locales dans le contexte d'un conflit ayant provoqué des opérations cinétiques [euphémisme pour désigner les combats dans le jargon militaire] alors que des solutions non-cinétiques auraient pu être trouvées si une compréhension plus subtile de la culture avait été disponible ». McFate soutient quant à elle que « le savoir socioculturel réduit la violence, engendre la stabilité, permet une meilleure gouvernance et améliore le processus de décision militaire ». Les anthropologues embarqués sont ainsi chargés de rendre la guerre plus humaine. McFate les décrit d'ailleurs comme des « petits anges sur l'épaule des militaires ». Toujours selon sa propre expression, il s'agit d'un « travail social armé » (*armed social work*) qui doit permettre de « gagner la bataille du cœur et des esprits ». Le HTS fait ainsi partie d'une stratégie plus large de l'armée américaine visant à requalifier les opérations militaires d'occupation en opérations civiles de gouvernance. Comme l'affirme ingénument Griffin, l'armée américaine est là pour protéger les Irakiens (généralement contre d'autres Irakiens, ce qui complique quelque peu l'affaire). Selon lui, l'anthropologie aurait ainsi l'occasion de promouvoir « la liberté en temps de crise grâce à sa compréhension des cultures ». Bref, grâce aux anthropologues embarqués, la guerre, c'est la paix.

L'argumentaire des partisans du HTS part en définitive du principe que la présence militaire américaine en Irak et en Afghanistan est un pur état de fait : la guerre est là. Les anthropologues doivent alors œuvrer à ce qu'elle se passe le mieux, ou du moins le moins mal possible. Et puisque leur savoir sur les cultures peut contribuer à épargner des vies, alors il est de leur devoir moral de le mettre au service de cette cause forcément noble. Comme le dit Griffin, « les hommes politiques déclarent la guerre, les soldats exécutent les ordres ». Prouvant qu'il a parfaitement réussi à devenir indigène, Griffin raisonne ainsi comme si les anthropologues devaient eux-mêmes se comporter comme des soldats et qu'il n'était pas de leur ressort de s'interroger sur la justification de la guerre elle-même avant de s'impliquer ou non. David Kilcullen, un anthropologue et militaire australien mis au service de l'armée américaine (et qui a contribué avec McFate au manuel de contre-insurrection), rationalise cette position [11] : « c'est du "*jus in bello*" – l'application du droit une fois que la guerre est déclarée – et non du "*jus ad bellum*" – le droit de faire la guerre ». L'engagement des anthropologues est en effet éthique puisqu'il contribue « au plus grand bien pour le plus grand nombre » – en contexte de guerre, le plus grand bien étant synonyme de moindre mal. Kilcullen souligne que la question de la légitimité de la guerre n'est pas proprement du ressort des anthropologues mais intéresse plus largement tous les citoyens. Il n'est en revanche pas certain que le débat autour de l'engagement des anthropologues puisse être tranché en faisant l'économie d'une réponse à cette question. En esquivant le débat sur la justification de l'intervention militaire américaine, le problème est ainsi réduit à une décision éthique d'ordre purement instrumental. L'argumentaire des partisans du HTS repose en définitive sur une double opération de culturalisation et de dépolitisation de la guerre.

Du côté des détracteurs du HTS, tout le monde s'accorde à dire que faire l'éducation anthropologique des militaires américains est en soi une intention louable, mais qu'il serait néanmoins biaisé d'aborder la question de l'engagement de l'anthropologie sous ce seul angle. Les opposants s'attachent donc à recadrer autrement les termes du problème. Certains dénoncent avec virulence la mobilisation d'une « anthropologie mercenaire » au service de l'impérialisme américain : loin d'œuvrer à un monde plus sûr, les anthropologues embarqués cautionnent une guerre d'occupation brutale. Il s'agit purement et simplement

de transformer l'anthropologie en arme de guerre (*weaponization of anthropology*). Les principaux arguments critiques sont toutefois davantage éthiques que politiques. Aux Etats-Unis, tout projet de recherche portant sur des sujets humains doit recevoir l'aval d'un *Institutional Review Board* (IRB) qui évalue s'il respecte les droits et garantit le bien-être de l'ensemble des personnes impliquées. Les anthropologues débattent alors pour savoir si leurs confrères travaillant pour le HTS sont passés ou non devant un IRB, ou s'ils en sont dispensés au motif qu'ils relèveraient directement du département de la défense et non de leur université d'origine.

Cette focalisation singulière du débat témoigne de l'importance des préoccupations éthiques dans le champ de l'anthropologie américaine. La prise de position officielle de l'AAA est particulièrement intéressante de ce point de vue. A son congrès annuel de 2006, une table ronde intitulée « Pratiquer l'anthropologie au sein de l'armée et du renseignement » (*Practicing anthropology in national military and intelligence communities*) réunit plusieurs anthropologues collaborant avec l'armée. Suite aux inquiétudes de nombreux membres, l'AAA décide toutefois de mettre sur pied une commission de réflexion sur l'engagement de l'anthropologie au service du renseignement et de l'armée (*Commission on the Engagement of Anthropology with the US Security and Intelligence Communities*). Sans attendre l'avis de cette commission ad hoc (dont le mandat est de trois ans), le bureau exécutif de l'AAA décide le 31 octobre 2007 de prendre officiellement position contre le programme HTS car il pose de sérieux « problèmes éthiques ». 1° Les anthropologues embarqués ne peuvent se démarquer clairement des militaires. 2° Leurs obligations vis-à-vis de l'armée américaine qui les emploie risquent d'entrer en conflit avec les devoirs qu'ils ont professionnellement envers leurs interlocuteurs parmi les populations locales, notamment l'obligation de ne pas leur faire du tort (violation de la section III, A, 1 du code déontologique de l'AAA révisé en 1998). 3° Leurs informateurs ne sont pas en position d'exprimer leur consentement éclairé (violation de la section III, A, 4 du code déontologique). 4° Les informations qu'ils fournissent aux militaires risquent d'être utilisées contre leurs informateurs (violation de la section III, A, 1 du code déontologique). 5° L'identification des anthropologues embarqués aux militaires risque de mettre en danger les autres anthropologues et les populations qu'ils étudient.

Le bureau exécutif conclut alors dans une formule quelque peu contournée « (i) que le programme HTS crée des conditions susceptibles de placer les anthropologues dans une position où leur travail entrerait en violation avec le code déontologique de l'AAA et (ii) que l'emploi qui est fait des anthropologues fait courir un danger à la fois aux autres anthropologues et aux personnes qu'ils étudient. C'est pourquoi le bureau exécutif désapprouve le programme HTS. » Un paragraphe conclusif reconnaît cependant que « l'anthropologie peut et doit aider à améliorer la politique du gouvernement américain par la diffusion la plus large possible du savoir anthropologique dans la sphère publique, de façon à contribuer de manière transparente et éclairée à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique par le biais de procédures démocratiques éprouvées, tels que la collecte de faits, le débat, le dialogue et la délibération. C'est de cette façon que l'anthropologie peut légitimement et efficacement aider à orienter la politique américaine au service de la paix mondiale et de la justice sociale. » Le paragraphe reprend d'une certaine façon un argument de McFate elle-même : si les anthropologues jugent que la guerre en Irak est injuste, il est de leur devoir de travailler aux côtés des militaires et des hommes politiques pour que ceux-ci ne reproduisent plus les mêmes erreurs.

La condamnation de l'AAA reste donc prudente et modérée. Certes, la déclaration

mentionne tout de même au passage que la guerre en Irak viole les droits de l'homme et les principes démocratiques. Mais l'essentiel des critiques contre les anthropologues embarqués est déontologique et non pas politique (et vaudrait en ce sens pour toute guerre, qu'elle soit jugée juste ou injuste). Une partie des arguments est d'ordre proprement éthique : les anthropologues ne doivent pas extorquer l'information à leurs informateurs ni surtout les mettre en danger. Mais un autre argument, cité à deux reprises dans la déclaration de l'AAA et constamment mobilisé dans les débats, a une tonalité plus corporatiste : les anthropologues embarqués ruinent le crédit de tous leurs confrères en risquant de les faire passer pour des espions sur leur terrain. Cette inquiétude fait directement écho à une expérience partagée par tous les anthropologues : se distinguant par une curiosité insatiable et la manie de noter tout ce qu'ils voient et entendent, les anthropologues commencent toujours par attirer la méfiance des populations parmi lesquelles ils travaillent. Tout apprenti anthropologue doit ainsi apprendre à surmonter le malaise d'être perçu, mais souvent aussi de se percevoir soi-même, comme un espion. C'est sans doute pour cette raison que l'argument a pu prendre une telle importance dans le débat contre les anthropologues embarqués et les programmes de collaboration avec les agences du renseignement. Comme le note Marshall Sahlins dans une [lettre ouverte](#) adressée au *New York Times*, il y a toutefois quelque indécence à critiquer les anthropologues embarqués sur la base d'un intérêt corporatiste finalement assez égoïste. Poser le problème purement en termes corporatistes ou même déontologiques n'est selon lui qu'une (mauvaise) façon d'esquiver le véritable enjeu qui est politique : les anthropologues embarqués sont les complices volontaires d'un impérialisme culturel cherchant à imposer les valeurs américaines à des « populations qui ont su depuis longtemps conserver leurs propres modes de vie ». Sahlins contribue ainsi, lui aussi, à culturaliser le conflit, mais d'une manière sensiblement différente de celle des partisans du HTS. Sous couvert de permettre aux militaires américains d'adopter le point de vue des cultures locales, les anthropologues seraient en fait là pour les aider à forcer les populations locales à adopter le point de vue de la culture américaine.

En définitive, loin de se résumer à une question d'éthique professionnelle, comme le pensent pourtant certains protagonistes (zéloteurs comme critiques), la controverse des anthropologues embarqués engage nécessairement en filigrane des prises de position concernant la légitimité de la guerre en Irak et la politique étrangère américaine. C'est pourquoi le problème se pose en réalité différemment dans la situation actuelle que lors de la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit pas d'une question technique de *jus in bello* que l'on pourrait trancher *in abstracto*, mais bien d'une question politique de *jus ad bellum* elle-même prise dans le nouveau contexte géopolitique post 11-septembre.

Julien Bonhomme

Julien Bonhomme est anthropologue, maître de conférences à l'Université Lumière Lyon-2. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégé de philosophie. Il mène des recherches de terrain au Gabon depuis 2000. Il a notamment publié : *Le Miroir et le crâne. Parcours initiatique du Bwete Misoko (Gabon)* (Paris, éd. CNRS, 2005).

Page personnelle : <http://julienbonhomme.ethno.free.fr>

Notes

[1] David Rohde, « Army Enlists Anthropology in War Zones », *New York Times*, 5 octobre 2007. Voir également Kambiz Fattahi, « US army enlists anthropologists », *BBC News*, 16 octobre 2007.

[2] David H. Price, « Anthropologists as Spies », *The Nation*, 20 novembre 2000.

[3] Franz Boas, « Scientists as Spies », *The Nation*, 20 décembre 1919.

[4] Dean J. Saitta, « Higher education and the dangerous professor : challenges for anthropology », *Anthropology Today*, 2006, 22(4), pp.1-3.

[5] « CIA seeks anthropologists », *Anthropology Today*, 2004, 20(4), p.29.

[6] Phil Baty, « CIA outrages UK academics by planting spies in classroom », *The Times Higher Education Supplement*, 3 juin 2005.

[7] Seymour M. Hersh, « The Gray Zone. How a secret Pentagon program came to Abu Ghraib », *The New Yorker*, 24 mai 2004.

[8] Roberto J. González, « Patai and Abu Ghraib », *Anthropology Today*, 2007, 23(5), p.23.

[9] Matthew B. Stannard, « Montgomery McFate's Mission. Can one anthropologist possibly steer the course in Iraq ? », *The San Francisco Chronicle*, 29 avril 2007. Voir aussi Montgomery McFate, « Burning bridges or burning heretics ? », *Anthropology Today*, 2007, 23(3), p.21.

[10] Pour un examen critique du manuel par un anthropologue hostile au HTS, cf. Roberto J. González, « Towards mercenary anthropology ? The new US Army counterinsurgency manual FM 3-24 and the military-anthropology complex », *Anthropology Today*, 2007, 23(3), pp.14-19.

[11] David Kilcullen, « Ethics, politics and non-state warfare », *Anthropology Today*, 2007, 23(3), p.20. Voir aussi George Packer, « Knowing the enemy. Can social scientists redefine the "war on terror" ? », *The New Yorker*, 18 décembre 2006.

La source originale de cet article est La vie des idées.fr
Copyright © Julien Bonhomme, La vie des idées.fr, 2013

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca